

Les Américains veulent-ils déstabiliser la France en instrumentalisant le communautarisme dans les banlieues?

Dans un long article du Figaro « Opération séduction des Etats Unis dans les banlieues françaises », Cécilia Gabizon, après le Parisien (21 avril 2008) révélait l'intérêt du Département d'Etat américain pour les leaders des associations des « minorités » black et musulmanes de France..

On peut s'étonner que ces révélations suscitent aussi peu de commentaires ou de reprises de la part des autres médias et même dans les revues de presse. Etrange, n'est-ce pas, pour une presse qui nous a habitués à monter en mayonnaise si souvent les petites phrases ? L'ingérence américaine, la manipulation ne provoquent aucun émoi ? Soit ils y souscrivent, soit encore pire, ils y participent. On aimerait bien savoir.

A la suite de l'article paru dans le Parisien, Karim Zéribi dans l'émission de RMC « les grosses têtes » s'insurgeait que l'on puisse s'étonner de son récent voyage aux Etats-Unis... « Comment » disait-il « c'est parce que l'on est d'origine maghrébine que l'on s'étonne mais pourquoi donc ? Encore une scandaleuse discrimination... tout en dressant un tableau très positif de ce grand pays que l'on connaît si mal et qui fait tout plein de choses tellement bien... » Ses petits camarades de radio en étaient stupéfaits Lui, l'ami, le conseiller de Jean Pierre Chevènement s'était fait « retourner ». Car, ils savent y faire les bougres. Il faut dire qu'ils ont une longue expérience.

Pour ceux qui doutent et sont méfiants à juste titre à l'égard

des théories du complot, je les invite à lire les nombreux ouvrages qui s'appuient sur les archives de la CIA qui ont été déclassées. On sait maintenant avec précision comment pendant toute la guerre froide, la CIA a manœuvré, parfois, au cœur défendant d'hommes remarquables comme Heinrich Böll, ou allant jusqu'à acheter des tonnes de livres « le zéro et l'infini » d'Arthur Koestler pour contrer l'URSS, ce qui n'enlève rien à la qualité des ouvrages. Mais me direz vous, il s'agit d'une époque révolue...

Plus récemment, en 1983, Ronald Reagan a décidé de créer et d'apporter son soutien au National endowment for Democracy. « Le NED » ne cache ni ses intentions, ni ses valeurs, ni ses soutiens. Il s'appuie sur les trois grandes institutions qui ont contribué à sa naissance ; le département d'Etat, l'UIA (United States Information Agency) et l'AID (Agence internationale pour le développement), qui fournit les fonds.]...[Ces derniers sont destinés à promouvoir la politique étrangère et militaire des Etats Unis, à défendre les valeurs de la démocratie américaine et du libre marché. Ainsi, sont financées nombre d'ONG par l'intermédiaire de fondations afin de défendre au nom de la démocratie les intérêts américains. C'est ainsi que la fondation Georges Souros et bien d'autres ont allègrement financé les révolutions au nom de fleurs dans les ex républiques soviétiques.

Je n'aborderai pas dans cet article les motivations profondes pour lesquelles le département d'Etat américain aurait un intérêt stratégique à déstabiliser la France. Pour l'instant, je m'en tiendrai à un seul sujet qui motive actuellement ces attentions et qui s'appuie sur la volonté rampante d'un certain nombre de décideurs de droite comme de gauche d'imposer en France des statistiques ethniques.

Diviser pour régner

Dans les années 80, en Grande Bretagne une offensive victorieuse a été menée pour imposer les statistiques ethnico-raciales malgré les réticences vives des communautés

étrangères. Margareth Thatcher, la dame de fer, on s'en souvient, s'est attaquée féroce­ment à la classe ouvrière britannique et aux mineurs gallois. Pour briser l'unité de la classe ouvrière, la division ethnico-raciale est apparue comme un moyen radical. L'appartenance communautaire s'affirme, la société se parcellise ; les différenciations s'exacerbent. La société n'est plus divisée en classes sociales mais en Indiens, Pakistanais, White ou Black... Et les divisions peuvent se multiplier : le recensement de 1990 comprenait 9 catégories ethnico- raciales, celui de 2001 en comptait déjà 16. Avec même deux catégories de White : White british et white Irish, gageons que les White Scottish ne sont pas loin mais quid des autres Polonais, Italiens ou Français ?

Pourquoi ne pas exporter ce merveilleux outil de division en Europe et en France ? Pour détourner l'attention des opinions publiques quant à la responsabilité flagrante des politiques ultra libérales menées depuis vingt cinq ans dans la persistance ou l'aggravation des inégalités sociales, on préfère parler de discriminations.

D'abord, l'article 13 du Traité d'Amsterdam

Depuis l'adoption de l'article 13 du traité d'Amsterdam et la mise en avant comme priorité essentielle de la lutte contre les discriminations, avec notamment en France la création de la Halde que les lecteurs de Riposte laïque connaissent bien grâce aux excellents articles de Roger Heurtebise, certains militent énergiquement pour l'instauration de statistiques ethniques.

Malgré les efforts déployés par les gouvernements, les zélotes de la lutte contre les discriminations sont loin d'être satisfaits. Car la HALDE dont ils ont salué la création, puis demandé l'extension de ses pouvoirs, présente à leurs yeux le défaut de s'occuper non seulement des discriminations liées à l'origine mais également de celles liées au handicap, au sexe, à l'âge ou même à l'activité syndicale ou politique. Or,

seules celles liées aux origines paraissent les intéresser.

L'Institut Montaigne

Les militants les plus acharnés se retrouvent dans un think tank fort chic et fort puissant, inconnu du grand public mais très actif : l'institut Montaigne. Ce club, présidé par Claude Bébear, président d'AXA, dirigé actuellement par Philippe Manière regroupe des libéraux de gauche et de droite (Guy Carcassone, Nicolas Baverez, Christian Forestier). Par une politique de lobbying efficace, ils arrivent à influencer très fortement les réseaux du pouvoir pour promouvoir leurs idées ultra libérales. Ils développent des thèses très européïstes, sur le déclin de la France contre les fonctionnaires... Mais l'axe qu'ils affectionnent particulièrement est assurément la lutte pour les discriminations liées à l'origine et plus particulièrement celles dont sont victimes les Maghrébins et les Noirs. Laurence Méhaignerie avait ainsi pu au sein du cabinet du ministre, Azouz Begag, dans le gouvernement Villepin, mettre en place et développer la Charte pour la diversité. De même, ce sont leurs propositions qui ont été reprises pour introduire dans la loi égalité des chances l'obligation du CV anonyme, sorte de gadget miracle pour lutter contre les discriminations et l'octroi de pouvoirs de sanction de la HALDE .

Ce qui surprend dans la démarche des membres de ce think tank, c'est cette obsession qu'ils affichent pour affirmer la diversité ethnique de la France à partir de laquelle ils justifient la transformation de la société française, l'abandon du modèle républicain et sa conception archaïque de l'égalité. Ils multiplient les rapports qui laissent parfois penser que la France s'apparente à l'Afrique du sud aux pires années de l'apartheid.

Pour imposer les statistiques ethniques,

modifier l'article 2 de la Constitution

Leur dernier cheval de bataille, après celui de la discrimination positive, est de pouvoir mesurer les discriminations liées à l'origine et pour ce faire d'introduire dans la statistique publique des indicateurs ethniques . » L'une des principales faiblesses de notre modèle d'intégration, écrivent-ils, est la cécité qu'il s'impose vis à vis de l'origine ethnique et même géographique des individus dont il ne veut connaître que la nationalité. Cet aveuglement volontaire rend en partie caduc ce qui s'écrit sur les progrès ou les reculs de la diversité. Le moyen de lever concrètement ce tabou prétendument républicain... »

Car, dans cet abominable pays qu'est la France, accroché à ses principes républicains, il est illégal de collecter des informations permettant de distinguer, de comptabiliser les individus en fonction de leur couleur ou de leur race (maintenant on dit phénotype), ni d'ailleurs leur religion, contrairement aux remarquables modèles que sont les Etats-Unis ou la Grande Bretagne. Or, tout un courant de chercheurs considère qu'on ne peut lutter contre les discriminations si on ne les mesure pas. Aussi, ont-ils fait pression et obtenu que des organismes publics tels que l'INSEE, l'ACSE (ex FASILD) ou l'INED expérimentent des outils d'enquête pour mesurer l'origine ethnique des salariés. Une grande enquête Trajectoires et origines dite Te0 financée par l'INSEE et par l'INED est en cours de réalisation mais ses promoteurs ont du faire profil bas face aux critiques somme toute modérées des syndicats de l'INSEE et au refus du Conseil Constitutionnel d'intégrer un amendement dans la loi sur l'immigration qui évidemment déclarait que cet amendement était contraire à l'article 2 de la Constitution qui affirme « La Constitution assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Nos zélotes de la diversité et des statistiques ethniques cherchent à trouver la faille qui leur permettra d'arriver à leurs fins. Leur objectif est de mobiliser la société civile,

comme le recommande la Commission européenne, pour exiger la modification du fameux article 2 de la Constitution.

Dans ce cadre de la révision constitutionnelle en cours, a été créée une commission présidée par Simone Veil qui comporte parmi ses membres l'incontournable Claude Bébéar et le non moins incontournable promoteur des discriminations positives Didier Descoings, directeur de sciences po Paris. On a tout lieu de s'inquiéter à moins que le retard pris dans la remise de ce rapport puisse laisser augurer que la Présidente, Simone Veil, résiste à l'offensive.

Faire émerger des associations revendiquant des statistiques ethniques

Mais comme pour mener l'offensive, il faut prendre les sujets par en haut et par en bas, l'opération s'accompagne d'un travail de manipulation sur ceux qui doivent faire apparaître les statistiques ethniques comme émanant de la base ! Cette analyse ne relève pas d'une construction intellectuelle mais de déclarations tout à fait officielles exprimées par d'éminents responsables de la Commission Européenne au cours de divers colloques. Comme l'opinion publique a bien d'autres revendications que celle là, on crée de toutes pièces des associations porteuses de cette revendication .

C'est ainsi que le CRAN (conseil représentatif des associations noires) a été créé en grande pompe. Il a organisé son repas annuel dans des locaux très chics du Pré Catelan au Bois de Boulogne et commandité différents sondages pour accréditer ses thèses. On ne savait pas les associations si riches. Bizarre, bizarre... Après quelques questions indiscretes, Patrick Lozès a admis être financé par des fonds européens...

Puis dans le Point (19 avril 2007), il avouait être financé par la NAACP et la Fondation Ford qui a financé le sondage TNS / SOFRES..

Pour l'instant, il ne représente pas grand chose. Nombre d'associations ne lui reconnaissant aucune légitimité et la

contestent d'ailleurs vertement. On les comprend d'ailleurs, car entre les associations d'Africains originaires d'Afrique représentant les travailleurs immigrés ou des mouvements d'opposants politiques ou les très nombreuses associations antillaises, qui ont chacune leurs objectifs propres et non la couleur de la peau, il y a peu de points communs. Et vouloir les fédérer uniquement sur le critère de la couleur de peau relève de l'imposture sinon du racisme.

Il n'empêche, les pouvoirs publics et les médias lui accordent une grande légitimité en l'invitant très régulièrement comme s'il était représentatif.

On aura compris que tout cela relève d'une grande manipulation.

Les attentions généreuses, les voyages payés aux « leaders » des « minorités ethniques » relèvent également de cette instrumentalisation . On montre aux gentils voyageurs ce qu'on veut bien leur montrer...et ce qu'ils aiment. Non pas une société métissée chère à Ségolène Royal, qui n'existe pas aux USA, le mythe du melting pote était bon pour les Wisp (blancs protestants).

Ne parlons pas non plus des inégalités sociales, ça c'est tabou. Non ce qu'aiment nos chers voyageurs, c'est qu'on les fasse rêver d'une société où, comme dit le proverbe arabe, « ils vont être Calife à la place du Calife..». Le pays magnifique est celui où les plus hauts responsables comme Condoleeza Rice ou Collins Powell et peut-être le futur Président sont black ... Qu'importe (n'est ce pas Karim Zéribi ?) qu'ils fassent la guerre monstrueuse en Irak ? En d'autres temps, certains ont été en URSS sans rien voir ou d'autres encore en Chine...

Séduits par ce mythe américain, ces gentils commis voyageurs sont prêts, consciemment ou non, à participer à la destruction de ce qui fonde la République française en substituant l'égalité des citoyens à une conception ethnique basée sur la couleur de la peau.

Gabrielle Desarbres

Paru dans le numéro 50, le 15 juillet